

POSTES ET MISSIONS A L'ETRANGER (HORS AEFE)

MOUVEMENT 2006 (Transparence N°4)

1) REINTEGRATION

2) MISSIONS DE COURTE ET MOYENNE DUREES

3) POSTES A L'ETRANGER DANS UN SERVICE OU ETABLISSEMENT RELEVANT DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

*Cette quatrième période de dépôt de candidatures sera close le lundi 10 avril 2006 à minuit heure de Paris.
Les postes sont à pourvoir aux dates indiquées dans le descriptif de chaque poste. Sauf indication particulière, ceux-ci sont à pourvoir à l'été 2006.*

4) POSTES D'ASSISTANTS TECHNIQUES

Cette troisième période de dépôt de candidatures le lundi 10 avril 2006 à minuit heure de Paris.

Pour les postes d'AT, tous les candidats devront effectuer une double démarche

1 – postuler sur le site du MENESR : compléter la rubrique « saisie d'un vœu »

2 – transmettre directement au MAE un CV et une lettre de motivation par courriel aux adresses indiquées en fin de chaque profil de poste.

5) POSTES D'EXPERTS TECHNIQUES INTERNATIONAUX (ETI)

Ces postes d'Experts Techniques Internationaux (ETI) sont gérés par le GIP France coopération internationale (FCI) sur délégation de crédits du ministère des affaires étrangères à l'Agence française de développement (AFD).

Pour toute information concernant les conditions et procédures, les candidats peuvent déjà consulter le site de FCI : www.fci.gouv.fr.

RAPPEL

Pour pouvoir postuler, tous les candidats doivent avoir saisi un CV :

1 – Si vous êtes un nouveau candidat, vous pouvez saisir un CV pour cette période de dépôt de candidature (avant le 9 avril)

2 – Si vous avez déjà saisi un CV, vous pouvez le modifier, mais vous ne pouvez en aucun cas en créer un nouveau.

Vous pouvez formuler un maximum de 4 vœux.

Il vous appartient de consulter régulièrement le site du MENESR pour connaître la date du début d'une éventuelle période complémentaire, liée à la publication (transparence n° 5) d'une nouvelle liste de postes.

1) REINTEGRATION

Réintégration

Ce choix concerne les agents détachés auprès du ministère des affaires étrangères, en poste à l'étranger dans un service culturel, un établissement culturel ou sur un poste relevant de l'assistance technique (les personnels AEFE ne sont pas concernés), qui arriveront en fin de contrat en septembre 2006 et souhaiteraient bénéficier d'un accompagnement lors de leur réintégration en France.

Cette aide apportée lors de la recherche d'un emploi spécifique est indépendante de la procédure administrative de réintégration dans le corps d'origine laquelle doit être adressée -dans les délais requis par l'administration- aux directions gestionnaires de personnels (direction des personnels enseignants ou direction des personnels d'encadrement) ou aux gestionnaires des établissements dont dépend l'agent. Cette demande de réintégration dans son corps d'origine pour y assurer les fonctions correspondantes est obligatoire à l'issue d'un détachement et n'obère en rien la démarche entreprise pour une seconde mission auprès du MAE.

Dans le cadre de ce retour, le MENESR et le ministère des affaires étrangères mettent en œuvre une politique concertée d'aide à la réintégration des personnels du MENESR arrivés en fin de détachement à l'étranger, que le bureau du réseau extérieur et de la coopération (DRIC A4) est chargé de mettre en place.

Le télégramme diplomatique n° 27840 du 28 avril 2005, qui fournit toutes les informations nécessaires sur l'aide qui peut vous être apportée, peut être obtenu par chaque agent auprès du service culturel de l'ambassade de France de son pays de résidence.

Il est important de rappeler que le vœu « réintégration » n'est pas inclus dans la limite des quatre vœux pour un poste à l'étranger. Si vous terminez un premier contrat, vous pouvez à la fois formuler quatre vœux pour un nouveau poste à l'étranger et un vœu réintégration.

Après avoir saisi votre curriculum vitae, vous pouvez donc, dans la fiche de vœux, cocher le vœu « réintégration » et, dans la partie réservée au rédactionnel libre, vous préciserez votre académie de rattachement (ou celle que vous souhaitez si vous ne connaissez pas encore votre affectation), le type de poste qui pourrait vous intéresser, vos régions préférentielles ainsi que les éléments de motivation qui vous semblent les plus pertinents de signaler.

Toute information complémentaire concernant le suivi de votre dossier doit être demandée par courrier électronique à dric-a4@education.gouv.fr.

2) MISSIONS DE COURTE ET MOYENNE DUREES

Missions de courte et moyenne durées

Ce vœu n'est pas un vœu comme les autres, il concerne les agents expatriés ou non, désireux de participer à des missions à l'étranger pour des périodes de courte ou moyenne durée.

La réforme de l'assistance technique se poursuit. L'assistance technique de « substitution » est en partie remplacée par une assistance technique de « conseil ». A l'assistance technique dite « résidentielle », qui demeure le point d'appui de la coopération, s'ajoute désormais une assistance technique basée sur des missions de courte et moyenne durées.

Des missions ponctuelles sont également à prévoir dans le cadre de la gestion des crises internationales.

Outre la réponse à une demande de la coopération bilatérale, cette assistance technique de conseil pourra également répondre à la demande multilatérale (Union Européenne, Banque mondiale...).

D'ores et déjà, chaque ministère technique doit se doter d'un vivier d'experts. La DRIC s'organise pour répondre aux différentes demandes d'experts dans les domaines suivants : jeunesse, éducation, formation, recherche.

Les agents concernés doivent être capables d'analyser une situation et de définir les actions qui seront réalisées par des ressortissants du pays bénéficiaire. Ils doivent également avoir des compétences en matière d'évaluation.

Après avoir saisi votre curriculum vitae, vous pouvez donc, dans la fiche de vœux, cocher le vœu « missions de courte et moyenne durées » et dans la partie réservée au rédactionnel libre, préciser une synthèse de vos compétences particulières, les zones géographiques que vous connaissez bien, le type de missions qui pourrait vous intéresser et quelques éléments de motivation

Dans le cas où vous seriez également candidat à des postes du réseau culturel ou à des postes relevant de l'assistance technique, le vœu « missions de courte et moyenne durées » n'est pas inclus dans la limite des quatre vœux pour un poste à l'étranger.

3) POSTES A L'ETRANGER DANS UN SERVICE OU ETABLISSEMENT RELEVANT DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

126B107 : AUSTRALIE (CANBERRA)

Attaché pour la Science et la Technologie

Durée du contrat : 2 ans

L'attaché pour la Science et la Technologie est chargé, sous la responsabilité du Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle, de la mise en œuvre et du suivi de la coopération scientifique et technologique entre les deux pays. Les outils de

coopération les plus importants sont le P.A.I. FAST, le réseau de scientifiques FEAST-France, qu'il anime avec l'aide d'un V.I., et les cotuelles de thèse, dont la promotion et le suivi sont assurés conjointement avec l'Attaché de Coopération Universitaire. Un effort particulier devra être porté sur le renforcement des liens entre entreprises et recherche publique françaises et australiennes en vue de développer le partenariat technologique entre les deux pays, en étroite relation avec la Mission Economique. Il s'efforcera également de renforcer la coopération entre l'Australie et les ressources scientifiques françaises du Pacifique et articulera l'action du Poste avec la cellule de promotion des programmes de recherche européens FEAST, située à Canberra. Il est en outre responsable de la veille scientifique et technologique et, à ce titre, directeur de publication du Bulletin Electronique Australie et du périodique « BestOz ». Il assure également la diffusion de la revue « French Science and Technology Fortnightly ». Le candidat, universitaire ou ingénieur de formation, aura une bonne connaissance du milieu français de la recherche et de l'innovation, une aptitude et une appétence pour traiter de sujets relevant de domaines très variés, et parlera couramment anglais.

La structure fédérale de l'Australie oblige d'une part à veiller à un bon équilibre entre les différents Etats et Territoires et d'autre part à de fréquents déplacements, notamment à Sydney et à Melbourne, destinés à garder le contact avec les nombreux partenaires. Des astreintes de permanence diplomatique, à raison d'une semaine tous les deux mois environ, sont prévues dans le règlement intérieur de l'Ambassade.

126F010 : SYRIE (DAMAS)

Attaché de coopération universitaire

Durée du contrat : 2 ans

Le profil sera publié ultérieurement

126F011 : ESPAGNE (MADRID)

Attaché de coopération universitaire

Durée du contrat : 2 ans

Affecté au Service pour la Science et la Technologie (SST), l'attaché de coopération universitaire (ACU) est chargé, en relation avec le Service Culturel, des actions de coopération universitaire franco-espagnoles. Il conduit sa mission en s'appuyant sur les relais du Service Culturel présents dans les différentes communautés autonomes, ainsi que, pour les sujets d'intérêts partagées, sur les autres services de l'Ambassade, notamment le Consulat et la Mission économique. Il est le relais sur place des Universités, Grandes Ecoles et autres établissements d'enseignement supérieur français, et est l'interlocuteur de l'Agence EDUFRANCE avec laquelle il définit les actions de promotion des études en France. Il assure un dialogue régulier avec l'administration centrale du MAE (DGCID/SUR) et du ministère en charge de l'Enseignement supérieur. L'ACU réalise le suivi et le développement des échanges dans le domaine de l'enseignement supérieur entre la France et l'Espagne.

D'une part, il effectue une fonction de veille universitaire, en liaison étroite avec les autres attachés du SST et du Service Culturel. Cette mission comprend la rédaction de notes relatives à la politique universitaire espagnole et le suivi de la coopération développée en Espagne par les autres partenaires de l'Union européenne. L'ACU accorde une action particulière aux programmes de la Commission Européenne, notamment Erasmus.

D'autre part, il encourage la création de formations conjointes franco-espagnoles (double diplôme, diplômes communs, cursus intégrés). Il participe sur place à la promotion et à l'internationalisation de l'espace européen de l'enseignement supérieur. L'ACU favorise la mobilité étudiante, prioritairement au niveau des masters et des doctorats, et assure un suivi des anciens étudiants espagnols en France en coordination notamment avec les associations espagnoles d'anciens élèves existantes. Il se rend fréquemment dans les établissements d'enseignement supérieur espagnol et y assure la promotion de l'offre française d'enseignement supérieur.

L'ACU doit avoir un profil universitaire, et être ouvert aux différentes disciplines de la science : sciences exactes, expérimentales, humaines, sociales ou politiques. Il doit posséder une expérience de la vie administrative (réseau de l'enseignement supérieur français, administration centrale du MAE ou du ministère en charge de l'Education.) Une expérience spécifique dans le domaine des relations européennes et internationales des universités serait un plus. La connaissance de l'Espagne est indispensable. Ce poste requiert de nombreux déplacements sur l'ensemble du territoire espagnol, notamment pour être au contact des universités.

126H036 : MALI (BAMAKO)

Attaché de coopération pour le français

Durée du contrat : 2 ans

Spécialiste de l'enseignement du français langue étrangère / langue seconde, et ayant une expérience dans l'analyse ou l'élaboration des politiques linguistiques liées au développement éducatif, l'attaché de coopération a un goût certain pour le travail de terrain auprès des enseignants, ainsi qu'une aisance à remplir ses nombreuses obligations auprès des partenaires institutionnels. Il a pour mission de favoriser l'épanouissement de la francophonie tant politique que culturelle, économique et éducative, en même temps que promouvoir une éducation de qualité au cœur de laquelle se trouve la langue française (médium de l'enseignement).

De nombreux enjeux à venir, notamment la mise en oeuvre du 2nd Plan d'Investissement Sectoriel en Education (2006-2015) et l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement, l'ouverture à l'automne 2006 de la première Alliance franco-

maliennne à Motpi - qu'il devra accompagner tant administrativement que pédagogiquement (conseils en organisation, formations, création de matériels ad hoc), le démarrage d'activités similaires à Kayes etc.

L'agent devra également avoir le goût et la curiosité pour initier ou encourager la promotion d'activités transversales dans d'autres domaines, notamment audiovisuel. Sa bonne connaissance en pédagogie et didactique lui permettra de compléter efficacement le travail de l'attaché plus généralement en charge du secteur éducatif. La connaissance de l'anglais est indispensable.

126L034 : ALGERIE (Alger)

Secrétaire général du Service de Coopération et d'Action Culturelle

Durée du contrat : 2 ans

Placé sous l'autorité du Conseiller de coopération et d'action culturelle, le secrétaire général assiste – dans la mise en œuvre du programme 209 – l'ensemble des attachés de coopération et chargés de mission sur les plans budgétaire et comptable ainsi que pour les opérations de coopération relevant de leurs secteurs.

Bon gestionnaire, le titulaire du poste doit avoir une bonne connaissance des procédures contractuelles, budgétaires et comptables ainsi que des logiciels de programmation SCOP et du logiciel COREGE (saisie des NAPA, des CP, engagements comptables, enveloppes, engagements juridiques, liquidation).

Le secrétaire général assure également, en liaison avec le Chef du SAFU, la gestion administrative du personnel du SCAC (agents du Département, assistants techniques et recrutés locaux).

4) POSTES D'ASSISTANTS TECHNIQUES

AUS-E-4002 : AUSTRALIE (CANBERRA)

LYCEE FRANCO-AUSTRALIEN

Lycée franco-australien, Professeur des écoles. Un professeur des écoles titulaire du CAFIPEMF spécialisé en arts plastiques pour le Lycée Franco-Australien de Canberra (Australie). Une expérience du système anglo-saxon et/ou du bilinguisme est souhaitable. Le poste est à pourvoir au 01 août 2006 (milieu de l'année scolaire dans l'établissement). La personne recrutée pourra éventuellement être appelée à enseigner sur deux niveaux, et, au besoin, en classe de 6ème. Le service comprend 26 heures d'enseignement, 1 heure de concertation et 4 heures de service autre que d'enseignement. L'animation de l'atelier d'écriture et une participation active à la rédaction et à la production informatisée du journal de l'école seront demandées. La maîtrise de l'anglais attestée par un Certificat de compétence en langue ou Cambridge ESOL Certificate est indispensable. Durée du contrat : 2 ans. Le Lycée Franco-Australien de Canberra est un établissement binational et bilingue créé en 1984 à la suite d'un accord bi-gouvernemental. L'établissement scolarise des élèves français, binationaux, australiens (80%) ou étrangers tiers, depuis la Grande Section de Maternelle jusqu'à la Terminale (séries L et S). Le primaire, qui en Australie inclut la GS et la 6ème, accueille quelque 450 élèves et dispense un programme d'enseignement harmonisé et bilingue (partie en français assurée par des enseignants français, partie en anglais assurée par des enseignants australiens). Compte tenu de ce programme, les enseignants français doivent parfaitement maîtriser l'anglais. L'année scolaire compte 40 semaines de classe et une semaine de formation professionnelle.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et irene.kirsch@diplomatie.gouv.fr

AUS-E-4003 : AUSTRALIE (CANBERRA)

LYCEE FRANCO-AUSTRALIEN

Lycée franco-australien, Proviseur. Un chef d'établissement confirmé avec au moins 7 années d'expérience en collège et lycée pour occuper les fonctions de Proviseur/«Head of French Studies» en qualité d'«Assistant to the Australian Principal» conformément à l'accord binational de coopération. Cette position requiert une excellente aptitude à communiquer en anglais tant à l'écrit qu'à l'oral. Coresponsable du programme bilingue, le Proviseur est notamment chargé du recrutement des personnels français recrutés locaux, de l'organisation des services d'enseignement et des emplois du temps, de l'inscription des élèves dans le primaire et dans le secondaire bilingue, du suivi de la scolarité et de la poursuite d'études des élèves dans le supérieur, de l'organisation des examens, de la préparation du budget, de l'ordonnancement des dépenses, de la préparation du compte financier. En raison du caractère binational de l'établissement une capacité d'adaptation avérée est indispensable. Le Lycée Franco-Australien de Canberra est un établissement binational et bilingue créé en 1984 à la suite d'un accord bi-gouvernemental. L'établissement scolarise des élèves français, binationaux, australiens (80%) ou étrangers tiers, depuis la Grande Section de Maternelle jusqu'à la Terminale (séries L et S). Le primaire, qui en Australie inclut la GS et la 6ème, accueille quelque 450 élèves et dispense un programme d'enseignement harmonisé et bilingue (partie en français assurée par des enseignants français, partie en anglais assurée par des enseignants australiens). Compte tenu de ce programme, les agents français doivent parfaitement maîtriser l'anglais. L'année scolaire compte 40 semaines de classe et une semaine de formation professionnelle. Durée du contrat : 2 ans.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et irene.kirsch@diplomatie.gouv.fr

AUS-E-4004 : AUSTRALIE (CANBERRA)

LYCEE FRANCO-AUSTRALIEN

Lycée franco-australien, Professeur certifié de mathématiques. Un professeur agrégé ou certifié de mathématiques pour enseigner en collège et lycée (y compris en Terminale S) au Lycée franco-australien de Canberra (Australie), établissement bilingue et binational dont toute la population scolaire n'a pas le français comme langue maternelle. Outre son service d'enseignement, la personne recrutée devra également être disponible pour effectuer toutes les fonctions attachées (contrôles de connaissance, notation, rédaction des bulletins trimestriels et des « reports », conseils de classe, d'enseignement, encadrement des IDD et des TPE, etc) et participer à l'animation de manifestations de promotion de la langue et de la culture françaises : Semaine de la francophonie, Fête nationale, Fête de la musique, etc. Un minimum de 5 ans de pratique professionnelle est souhaité. La maîtrise de la langue anglaise, lue et écrite, attestée par un certificat de compétence en langue ou l'University of Cambridge ESOL Certificate est indispensable. La maîtrise des principaux logiciels informatiques est également attendue : Word, Excel, Powerpoint et moteurs de recherche Internet. Durée du contrat : 2 ans. Le Lycée franco-australien de Canberra est un établissement bilingue et binational créé en 1984 à la suite d'un accord bi-gouvernemental. L'établissement scolarise des élèves français, binationaux, australiens (80%) et étrangers tiers, depuis la Grande Section de Maternelle jusqu'à la Terminale (séries S et L). Compte tenu de ce contexte, les enseignants français doivent parfaitement maîtriser l'anglais. La faculté d'adaptation, l'ouverture d'esprit et la plus grande disponibilité sont des qualités indispensables pour s'intégrer dans le profil spécifique de cet établissement. L'année scolaire compte 40 semaines de classe. Outre quelque 20 heures hebdomadaires d'enseignement, le service comporte 2 heures de tâches autres que l'enseignement : ½ heure de Vie de classe, ½ heure

d'Assemblée des élèves, 1 heure de réunion des personnels. 4 journées de formation professionnelle, prises sur le temps de congé, font également partie des obligations de service.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et irene.kirsch@diplomatie.gouv.fr

AUS-E-4005 : AUSTRALIE (CANBERRA)

LYCEE FRANCO-AUSTRALIEN

Lycée franco-australien, Conseiller pédagogique, professeur primaire. Un professeur des écoles conseiller pédagogique titulaire du CAFIPEMF avec une expérience récente de formateur. Une expérience du système anglo-saxon et/ou du bilinguisme est indispensable. Le poste est à pourvoir au 01 août 2006 (milieu de l'année scolaire dans l'établissement). L'agent recruté devra assurer un service d'enseignement (4 heures) et un service d'animation et de coordination de l'équipe pédagogique mixte franco-australienne. Compte tenu de la structure de l'établissement elle devra collaborer étroitement avec les deux chefs d'établissement (Proviseur français et Principal australien), ainsi qu'avec le Directeur de l'école primaire intégrée, particulièrement pour l'élaboration d'un programme harmonisé franco-australien. Face à la complexité de la structure et à sa spécificité binationale et bilingue, une réelle disponibilité ainsi qu'une grande capacité d'adaptation sont absolument nécessaires. La pratique de l'anglais, oral et écrite, est indispensable. Durée du contrat : 2 ans. Le Lycée Franco-Australien de Canberra est un établissement binational et bilingue créé en 1984 à la suite d'un accord bi-gouvernemental. L'établissement scolarise des élèves français, binationaux, australiens (80%) ou étrangers tiers, depuis la Grande Section de Maternelle jusqu'à la Terminale (séries L et S). Le primaire, qui en Australie inclut la GS et la 6ème, accueille quelque 450 élèves et dispense un programme d'enseignement harmonisé et bilingue (partie en français assurée par des enseignants français, partie en anglais assurée par des enseignants australiens) Compte tenu de ce programme, les enseignants français doivent parfaitement maîtriser l'anglais. L'année scolaire compte 40 semaines de classe et une semaine de formation professionnelle.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et irene.kirsch@diplomatie.gouv.fr

BUR-E-9003 : BURUNDI (BUJUMBURA)

Direction Générale des Bureaux Pédagogiques du Ministère de l'Education et de la Culture

Responsable de la composante 1 du projet de Coopération et d'Echanges en matière linguistique, Educative et Culturelle (CELEC)

Durée du contrat : 2 ans

Le projet CELEC vise à renforcer l'usage de la langue française au Burundi, en améliorant l'enseignement de cette langue par la formation des maîtres et des professeurs à la méthodologie Français Langue Etrangère (composante 1), en développant sa pratique dans le secteur éducatif (composante 2) et en promouvant sa diffusion dans les médias burundais (composante 3).

L'assistant technique, responsable de la composante 1, aura pour mission, en concertation avec ses autorités et les partenaires concernés, de mettre en oeuvre la programmation annuelle des activités liées à cette composante. Il /elle sera responsable : (i) de la gestion de cette composante ; (ii) de l'organisation et de la conduite des stages de formation des enseignants du primaire et du secondaire, tant à Bujumbura qu'en province ; (iii) de la formation des homologues nationaux à la gestion et à la conduite des formations. En outre, il/elle participera, au côté du chef de projet, à la mise en place et au suivi des ateliers de français dans 8 lycées de référence, activités programmées dans la composante 2 du projet. Une fois l'an et au terme de sa mission, il rédigera et soumettra à ses autorités un rapport circonstancié des activités prévues, engagées, réalisées au titre du projet et des résultats obtenus.

Caractéristiques :

Ce poste conviendrait à un agent de catégorie A /expert ayant une formation, une expérience et des compétences avérées dans les domaines du Français Langue Etrangère, de la formation de formateurs et du management de projet. Il requiert disponibilité (déplacements réguliers), aptitude au travail en équipe comme en autonomie, le sens des contacts et le goût des responsabilités. La maîtrise des outils de la bureautique est souhaitée. Une connaissance des mécanismes et outils de la coopération (FSP) dans un pays en voie de développement serait un atout.

Scolarisation d'enfants possible à l'école française de Bujumbura.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et philippe.aldon@diplomatie.gouv.fr

CAE-E-0003 : CAMEROUN (BUEA)

UNIVERSITE DE BUEA, Expert FLE auprès du chef du Département de Français

Durée du contrat : 2 ans

Expert en didactique du FLE auprès du chef du Département de Français de l'université de Buéa, l'assistant technique a pour missions de contribuer au renforcement des compétences des enseignants de l'université dans le domaine de la didactique du FLE, de participer au fonctionnement du Département de français, et de contribuer à son développement et à son rayonnement au sein de l'université. Coordonnateur pour le développement de l'enseignement du FLE dans le réseau culturel français, il devra par ailleurs travailler en étroite collaboration avec les directeurs d'alliance et les directeurs de CCF à la mise en place de cours de langue, et à leur développement, avec l'objectif d'une meilleure adaptation de l'offre à la demande, et d'une

rentabilisation des cours. Dans cette optique, il sera appelé à entretenir et développer les liens de partenariat existant avec les associations camerounaises (associations de professeurs de français, associations francophones).

Ces deux aspects sont complémentaires, et s'inscrivent dans une démarche de développement du bilinguisme, dans la formation initiale comme dans la formation continue, l'aspect professionnalisation étant, pour celle-ci, essentiel.

Caractéristiques : Maître de Conférences en Français langue étrangère, ou diplômé de l'enseignement supérieur (doctorat en linguistique, DESS ou Master 2 dans le domaine du FLE).

Compétences : ce poste requiert un expert en didactique de FLE ayant une expérience dans la réalisation d'outils pédagogiques et/ ou de méthodes, ayant des qualités relationnelles, un sens du contact et de la négociation. La maîtrise des TICE et de l'anglais est indispensable.

Responsabilités de gestion : mise en œuvre et suivi des crédits du Poste dans le secteur (subventions aux associations, missions d'experts, bourses de stages ou d'études).

Poste basé à Buea, mais nécessitant des déplacements à l'intérieur du pays. Scolarisation des enfants possible, au lycée français de Douala, à 1H 30 de Buéa.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et philippe.aldon@diplomatie.gouv.fr

CAE-FPS-0005 : CAMEROUN (NGAOUNDERE)

Université Nationale de Ngaoundéré, Délégué du projet COMETES

Durée du contrat : 2 ans

L'assistant technique est affecté comme délégué du projet COMETES (Coordination et Modernisation des Etablissements Technologiques de l'Enseignement Supérieur) sur le site de Ngaoundéré. Son domaine d'intervention englobe les deux établissements suivants : IUT de Ngaoundéré et ENSAI de Ngaoundéré. A ce titre et sous la supervision du chef de projet, il a pour tâche de : suivre et organiser la totalité des actions entreprises sur le site ; gérer la chaîne comptable du site ; encadrer l'équipe Comètes présente sur le site (deux VI et deux responsables camerounais) ; gérer les crédits.

Compétences souhaitées (linguistique, informatique, FSP...) : le candidat devra posséder une solide expérience du milieu universitaire et de l'enseignement supérieur notamment dans un pays africain. Il sera doté d'un diplôme universitaire de troisième cycle. Une bonne connaissance des industries agroalimentaires et/ou du développement rural est souhaitée. Le poste qu'il occupera nécessite tout à la fois une grande capacité organisationnelle et un bon sens de la communication et de la diplomatie. Le candidat aura à gérer le budget du site. Il devra également être capable de diriger l'équipe franco-camerounaise (5 personnes) de manière cohérente par rapport aux besoins des deux établissements (ENSAI – IUT) et à la logique du projet. Une bonne maîtrise de l'anglais est un plus.

Poste basé à Ngaoundéré, capitale provinciale de l'Adamoua. Pôle économique de transit entre le Nord et le Sud du Cameroun et entre les pays voisins de l'Est (Tchad et Centrafrique) et de l'ouest (Nigeria). Tradition culturelle forte mais tradition d'échanges culturels et commerciaux. Enclavement en voie de solution (rail et routes).

Le site étant relativement isolé, le candidat devra être autonome. Université dotée d'un IUT et d'une Ecole spécialisée agro-alimentaire

Scolarisation difficile des enfants au-delà de la maternelle.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr

CAE-SR-0023 : CAMEROUN (YAOUNDE)

Conseiller du Ministre de l'enseignement supérieur et chef du projet COMETES, Ministère de l'enseignement supérieur

Durée du contrat : 2 ans

Le Chef du projet « COMETES » (Coordination et Modernisation des Etablissements Technologiques de l'Enseignement Supérieur), en collaboration étroite avec son homologue camerounais, est chargé de la coordination générale du projet (actuellement à mi-parcours), sous la tutelle du Ministre camerounais de l'enseignement supérieur et du conseiller culturel de l'Ambassade de France.

Les composantes du projet sont les suivantes : appui institutionnel et structurel (de la responsabilité directe du chef de projet) ; appui à la professionnalisation de l'enseignement supérieur technologique et développement des relations avec le monde industriel ; Développement des TICE ; Appui à la refonte de l'enseignement technologique.

De plus en tant que conseiller du Ministre de l'enseignement supérieur, il aura à traiter des dossiers transversaux.

Le profil requis est celui d'un professeur d'université ou à défaut d'un enseignant chercheur titulaire d'un doctorat en sciences technologiques. Il sera doté d'un bon contact humain et du sens de la diplomatie et aura une expérience de montage ou de suivi de projets internationaux.

La maîtrise de l'anglais et des outils informatiques sont indispensables.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr

CAE-TEIE-0024 : CAMEROUN (YAOUNDE)**Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat, Conseiller technique auprès du Ministre****Durée du contrat : 2 ans**

Conseiller technique du ministre d'Etat en charge du Développement urbain et de l'Habitat, l'assistant technique travaillera en étroite collaboration avec le Secrétaire général et les directions opérationnelles du ministère, le SCAC et l'AFD. Il maintiendra une étroite coordination avec les principaux bailleurs de fonds dont l'Union européenne. Il devra apporter un appui institutionnel au ministère (conseil en organisation interne et management prévisionnel et participatif) et favoriser la mise en œuvre de programmes nationaux, de coopération bilatérale ou décentralisée. Le ministère a élaboré en 2005 une stratégie sectorielle dont l'assistant technique accompagnera la mise en œuvre, notamment dans le domaine de la politique de l'habitat social. Dans le cadre de la remise de dette entre la France et le Cameroun (C2D : contrat de désendettement/développement) qui devrait démarrer fin 2006, il devra veiller au suivi et à la coordination d'un programme de financement apporté par le gouvernement français (via l'AFD) auprès des principales villes du Cameroun (voiries, assainissement, habitat spontané...). L'appui à la politique des Contrats de Ville, impliquant plusieurs bailleurs de fonds dont le PNUD, l'Union Européenne, et aux coopérations décentralisées entre le Cameroun et la France, ainsi qu'à la planification urbaine qui manque de moyens relèvent de ce poste.

- Fonctionnaire (équipement) ou contractuel de niveau A + (urbaniste), ayant une formation en urbanisme de niveau Bac + 5 et une expérience de quelques années indispensable en matière de planification urbaine, de politique de l'habitat et de développement local. - Expérience antérieure de travail en Afrique, en bureau d'études international ou avec des partenaires au développement appréciée. - Forte capacité d'adaptation à un contexte administratif et culturel étranger, capacité d'écoute et d'autonomie, sens de la négociation, qualités rédactionnelles et esprit de synthèse. - Bilinguisme anglais / français souhaité. Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et gilbert.wernert@diplomatie.gouv.fr

CAM-E-9217 : CAMBODGE (PHNOM PENH)**Bureau du représentant de l'Organisation Internationale de la Francophonie, Ministère de l'Education de la Jeunesse et des Sports****Responsable du projet de valorisation du français en Asie du Sud-Est (VALOFRASE)****Durée du contrat : 2 ans**

L'Assistant Technique a compétence régionale pour coordonner l'élaboration et la mise en œuvre du projet VALOFRASE. Ce projet régional vient en appui aux politiques d'enseignement du français mis en œuvre par les ministères cambodgien, laotien et vietnamien de l'Education. Il est monté dans un cadre partenarial avec les autorités de tutelle des trois pays concernés et les coopérations bilatérales et multilatérales francophones impliquées dans ce domaine. En concertation avec ces différents partenaires, l'AT aura pour mission d'impulser et de coordonner l'ensemble des activités prévues dans les champs d'intervention identifiés pour valoriser le français au niveau régional comme outil de formation scolaire, universitaire et professionnalisant. Il devra notamment assurer la bonne articulation, la cohérence et l'efficacité des actions entre partenaires, garantir l'interface entre les trois comités nationaux de pilotage et le comité de coordination régionale auquel il devra proposer des plans d'action à mettre en œuvre et présenter des bilans annuels d'activité du projet.

Ce poste conviendrait à un agent de catégorie A /expert ayant une formation universitaire (master/DEA/DESS), une expérience et des compétences avérées dans les domaines de la coopération, du développement et du management de projets de coopération linguistique, universitaire et de formation. Il requiert disponibilité (déplacements réguliers), aptitude au travail en équipe comme en autonomie, des qualités relationnelles et des capacités de gestion et de négociation. La maîtrise des outils de la bureautique et de l'anglais est indispensable. Une connaissance des problématiques du développement institutionnel, des mécanismes et outils de la coopération bilatérale et/ou multilatérale dans un pays en voie de développement serait un atout. Scolarisation d'enfant possible en établissement français de la maternelle à la terminale.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et philippe.aldon@diplomatie.gouv.fr

CAV-E-0007 : CAP-VERT (MINDELO)**Ministère de l'Education et des Ressources Humaines (CREP)****Durée du contrat : 2 ans**

Affecté auprès du Ministère de l'Education et de la Valorisation des Ressources Humaines, le(a) candidat(e) sera Conseiller pédagogique et technique dans le domaine du FLE. Le poste requiert une bonne maîtrise du portugais. Posté à Mindelo, au Centre de Ressources et d'Expertises Pédagogiques (CREP), il participera à la gestion du budget (total 700.000E) d'un projet de Fonds de Solidarité Prioritaire en cours d'exécution « La langue française vecteur de développement », en étroite collaboration avec le chef de projet à Praia et les homologues capverdiens. Il devra assurer la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des 3 composantes du projet : mise en place d'un réseau de formateurs de formateurs capverdiens, garantie du bon fonctionnement et utilité maximale du CREP de Mindelo, et le renforcement de la francophonie au quotidien. En outre, il(elle) devra renforcer la synergie avec les activités de l'Alliance Française de Mindelo. Enfin, il sera plus spécifiquement en charge des certifications DELF/DALF.

L'expérience internationale, dans un pays lusophone, dans le cadre de la gestion de projet(s) pédagogique(s) de FLE et de l'enseignement est très souhaitable. Enfin, des connaissances informatiques (Word, Excel, Internet, Powerpoint) sont demandées.

Les contraintes techniques (coupures d'électricité, connexions internet et réseau de téléphonie mobile défaillants) sont à prévoir. La collaboration constante avec le CREP et le SCAC à Praia est une exigence absolue. Sur place, la coopération avec les collectivités territoriales, l'Institut Supérieur de l'Education (ISE), l'Association des Professeurs de français (APROF), et l'homologue capverdien affecté au projet à Mindelo est exigée.

Une grande capacité de patience, endurance, diplomatie, flexibilité et compréhension est indispensable. A l'image du projet, le candidat doit faire preuve de polyvalence

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et denis.soriot@diplomatie.gouv.fr

CEN-E-0413 : REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (BANGUI)

**Direction Générale de l'Enseignement du Ministère de l'Education Nationale / Alliance Française de Bangui
Conseiller pédagogique, responsable des cours de français langue seconde auprès de la Direction Générale de l'Enseignement du Ministère de l'Education Nationale**

Durée du contrat : 2 ans

Expert en didactique du FLE auprès de la Direction Générale de l'Enseignement du Ministère de l'Education Nationale, l'assistant technique a pour mission d'une part, d'organiser et de gérer l'activité d'enseignement du français à l'Alliance Française de Bangui, d'autre part d'appuyer la mise en œuvre du volet « enseignement du français et formation en français sur objectifs spécifiques » du projet FSP d'appui à la diffusion du français et à la francophonie.

Ces deux aspects de la mission sont complémentaires et s'inscrivent dans une démarche de développement de l'utilisation du français dans la capitale comme dans l'intérieur du pays, dans les domaines de la formation initiale et de la formation professionnalisante.

Ce poste conviendrait à un agent de catégorie A/ Expert en didactique de FLE, diplômé de l'enseignement supérieur (DESS ou Master dans le domaine du FLE) ayant une expérience dans la réalisation de programmes de formation / outils pédagogiques et /ou de méthodes, des qualités d'organisation et de gestion, le sens du contact et de la négociation. La maîtrise des TICE est nécessaire

La scolarisation d'enfants est possible depuis la maternelle jusqu'à la terminale (S et ES) à l'école et lycée Français Charles de Gaulle de Bangui.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et philippe.aldon@diplomatie.gouv.fr

EGY-SR-0002 : EGYPTE (LE CAIRE)

Université du Caire – Faculté d'Economie et de Sciences Politiques

Coordonnateur de la filière d'économie et de sciences politiques

Durée du contrat : 2 ans

Placé sous l'autorité du conseiller de coopération et d'action culturelle et sous la responsabilité de l'attaché pour la science et la technologie, le coordinateur sera chargé, en coopération avec le directeur égyptien de la filière et le doyen de la faculté d'économie et de science politique (FESP) de l'université du Caire, et le partenaire universitaire français (Science-Po Paris) du fonctionnement académique et administratif de la filière d'économie et de science politique.

Il veillera tout particulièrement dans l'exercice de sa mission à établir des relations de confiance avec les partenaires égyptiens (directeur de la FESP, doyen de la faculté, professeurs égyptiens enseignants au sein de la filière, etc.).

De même, il mènera une action en concertation avec ses collègues universitaires français du Pôle Universitaire Francophone qui regroupe les cinq autres filières francophones (Droit, Gestion, Journalisme, égyptologie et agro-alimentaire), l'Université Française d'Egypte et l'Université Senghor et les centres français de recherche en Egypte au sein desquels il pourra effectuer des interventions notamment sous forme de cours ou de conférences.

Ses actions dans le domaine de la valorisation devront être en harmonie avec la politique de l'attaché pour la science et la technologie responsable du secteur.

La filière d'Economie et de Science Politique assure en quatre ans une formation sanctionnée par un diplôme de bachelor de l'université du Caire. Les meilleurs étudiants ont la possibilité de poursuivre leur formation en Master 2 à Sciences Po Paris ou dans d'autres universités. Environ 150 étudiants suivent chaque année les cours de la FESP.

Le candidat, professeur ou maître de conférences en science politique ou en économie, sera doué d'un solide sens relationnel. Il sera à la tête d'une équipe franco-égyptienne comportant six personnes dont une adjointe et une secrétaire et aura la responsabilité de la gestion administrative et financière de la filière.

Une expérience préalable à l'étranger est souhaitable. La connaissance des programmes multilatéraux et en particulier européen constituerait un plus. La maîtrise de l'anglais est indispensable, la connaissance de l'arabe serait appréciée. L'agent sera en charge de la mise en place des missions d'enseignements au cours de l'année (choix des missionnaires, mise en place de leur mission et de leur accueil) ; de la cohérence académique des enseignements ; du recrutement des étudiants ; de la gestion académique et administrative du personnel français et égyptien ; du service financier et comptable du programme ; de la recherche de financement pour les boursiers en dehors des bourses inscrites au budget de la filière (bourses Eiffel, bourses

AUF, bourses UE etc.) ; de la promotion de la filière ; des relations avec les partenaires de la filière au sein du pôle universitaire et de recherche francophone et des relations académiques et administratives avec les responsables universitaires égyptiens et français.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et agnes.brault@diplomatie.gouv.fr

GAB-EEE-0006 : GABON (LIBREVILLE)

Ecole Publique Conventionnée, Professeur des écoles titulaire du CAFIPEMF (Certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur ou professeurs des écoles et maîtres formateurs).

Durée du contrat : 2 ans

Instituteur ou professeur des écoles, l'assistant technique doit assurer un enseignement dans la limite des obligations statutaires des enseignants nationaux, au sein d'une école primaire gabonaise à programme homologué par la France et participer à toute action de diffusion, d'information ou de formation s'inscrivant dans le cadre du programme d'intervention sectorielle de la coopération française au Gabon.

- logement : situation satisfaisante (mais loyers élevés) ;
- scolarisation : satisfaisante : jardins d'enfants ; écoles primaires franco-gabonaises ; lycée français (Libreville), collège français (Port-Gentil) ;
- environnement sanitaire : satisfaisant : nombreux médecins, pharmacies ; structures hospitalières déficientes (interventions délicates nécessitant une évacuation sanitaire) ;
- loisirs : mer ; brousse ; possibilité de pratiquer toutes activités sportives (clubs...) ; moyen de déplacement privilégié à l'intérieur du pays : avion ;
- régime de congés : congés scolaires

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et philippe.alton@diplomatie.gouv.fr

GAB-EEE-0013 : GABON (LIBREVILLE)

Ecole Publique Conventionnée, Professeur des écoles titulaire du CAFIPEMF (Certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur ou professeurs des écoles et maîtres formateurs).

Durée du contrat : 2 ans

Instituteur ou professeur des écoles, l'assistant technique doit assurer un enseignement dans la limite des obligations statutaires des enseignants nationaux, au sein d'une école primaire gabonaise à programme homologué par la France et participer à toute action de diffusion, d'information ou de formation s'inscrivant dans le cadre du programme d'intervention sectorielle de la coopération française au Gabon.

Les obligations de service sont celles définies par le service des Ecoles Publiques Conventionnées.

- logement : situation satisfaisante (mais loyers élevés) ;
- scolarisation : satisfaisante : jardins d'enfants ; écoles primaires franco-gabonaises ; lycée français (Libreville), collège français (Port-Gentil) ;
- environnement sanitaire : satisfaisant : nombreux médecins, pharmacies ; structures hospitalières déficientes (interventions délicates nécessitant une évacuation sanitaire) ;
- loisirs : mer ; brousse ; possibilité de pratiquer toutes activités sportives (clubs...) ; moyen de déplacement privilégié à l'intérieur du pays : avion ;
- régime de congés : congés scolaires

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et philippe.alton@diplomatie.gouv.fr

GAB-EEE-0025 : GABON (PORT-GENTIL)

Ecole Publique Conventionnée, Professeur des écoles titulaire du CAFIPEMF (Certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur ou professeurs des écoles et maîtres formateurs).

Durée du contrat : 2 ans

Instituteur ou professeur des écoles, l'assistant technique doit assurer un enseignement dans la limite des obligations statutaires des enseignants nationaux, au sein d'une école primaire gabonaise à programme homologué par la France et participer à toute action de diffusion, d'information ou de formation s'inscrivant dans le cadre du programme d'intervention sectorielle de la coopération française au Gabon.

Les obligations de service sont celles définies par le service des Ecoles Publiques Conventionnées.

- logement : situation satisfaisante (mais loyers élevés) ;
- scolarisation : satisfaisante : jardins d'enfants ; écoles primaires franco-gabonaises ; lycée français (Libreville), collège français (Port-Gentil) ;
- environnement sanitaire : satisfaisant : nombreux médecins, pharmacies ; structures hospitalières déficientes (interventions délicates nécessitant une évacuation sanitaire) ;
- loisirs : mer ; brousse ; possibilité de pratiquer toutes activités sportives (clubs...) ; moyen de déplacement privilégié à l'intérieur du pays : avion ;

- régime de congés : congés scolaires

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et philippe.aldon@diplomatie.gouv.fr

GAB-EEE-0028 : GABON (LIBREVILLE)

Service des Ecoles Publiques Conventionnées, Instituteur formateur

Durée du contrat : 2 ans

Instituteur ou professeur des écoles, l'assistant technique doit assurer un enseignement dans la limite des obligations statutaires des enseignants nationaux, au sein d'une école primaire gabonaise à programme homologué par la France et participer à toute action de diffusion, d'information ou de formation s'inscrivant dans le cadre du programme d'intervention sectorielle de la coopération française au Gabon.

Le candidat devra obligatoirement posséder une expérience de formateur de l'enseignement primaire.

Les obligations de service sont celles définies par le service des Ecoles Publiques Conventionnées.

- logement : situation satisfaisante (mais loyers élevés) ;

- scolarisation : satisfaisante : jardins d'enfants ; écoles primaires franco-gabonaises ; lycée français (Libreville), collège français (Port-Gentil) ;

- environnement sanitaire : satisfaisant : nombreux médecins, pharmacies ; structures hospitalières déficientes (interventions délicates nécessitant une évacuation sanitaire) ;

- loisirs : mer ; brousse ; possibilité de pratiquer toutes activités sportives (clubs...) ; moyen de déplacement privilégié à l'intérieur du pays : avion ;

- régime de congés : congés scolaires

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et philippe.aldon@diplomatie.gouv.fr

GAB-EEE-0029 : GABON (LIBREVILLE)

Ecole Publique Conventionnée, Professeur des écoles titulaire du CAFIPEMF (Certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur ou professeurs des écoles et maîtres formateurs).

Durée du contrat : 2 ans

Instituteur ou professeur des écoles, l'assistant technique doit assurer un enseignement dans la limite des obligations statutaires des enseignants nationaux, au sein d'une école primaire gabonaise à programme homologué par la France et participer à toute action de diffusion, d'information ou de formation s'inscrivant dans le cadre du programme d'intervention sectorielle de la coopération française au Gabon.

Les obligations de service sont celles définies par le service des Ecoles Publiques Conventionnées.

L'équipe pédagogique à laquelle appartient l'intéressé doit développer des échanges d'information et d'expériences afin de garantir l'actualisation des pratiques pédagogiques et leur conformité aux objectifs, programmes et règles d'organisation applicables en France en matière d'enseignement scolaire.

- logement : situation satisfaisante (mais loyers élevés) ;

- scolarisation : satisfaisante : jardins d'enfants ; écoles primaires franco-gabonaises ; lycée français (Libreville), collège français (Port-Gentil) ;

- environnement sanitaire : satisfaisant : nombreux médecins, pharmacies ; structures hospitalières déficientes (interventions délicates nécessitant une évacuation sanitaire) ;

- loisirs : mer ; brousse ; possibilité de pratiquer toutes activités sportives (clubs...) ; moyen de déplacement privilégié à l'intérieur du pays : avion ;

- régime de congés : congés scolaires

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et philippe.aldon@diplomatie.gouv.fr

GAB-EEE-0032 : GABON (LIBREVILLE)

Ecole Publique Conventionnée, Professeur des écoles titulaire du CAFIPEMF (Certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur ou professeurs des écoles et maîtres formateurs).

Durée du contrat : 2 ans

Instituteur ou professeur des écoles, l'assistant technique doit assurer un enseignement dans la limite des obligations statutaires des enseignants nationaux, au sein d'une école primaire gabonaise à programme homologué par la France et participer à toute action de diffusion, d'information ou de formation s'inscrivant dans le cadre du programme d'intervention sectorielle de la coopération française au Gabon.

Les obligations de service sont celles définies par le service des Ecoles Publiques Conventionnées.

L'équipe pédagogique à laquelle appartient l'intéressé doit développer des échanges d'information et d'expériences afin de garantir l'actualisation des pratiques pédagogiques et leur conformité aux objectifs, programmes et règles d'organisation applicables en France en matière d'enseignement scolaire.

- logement : situation satisfaisante (mais loyers élevés) ;

- scolarisation : satisfaisante : jardins d'enfants ; écoles primaires franco-gabonaises ; lycée français (Libreville), collège français (Port-Gentil) ;
- environnement sanitaire : satisfaisant : nombreux médecins, pharmacies ; structures hospitalières déficientes (interventions délicates nécessitant une évacuation sanitaire) ;
- loisirs : mer ; brousse ; possibilité de pratiquer toutes activités sportives (clubs...) ; moyen de déplacement privilégié à l'intérieur du pays : avion ;
- régime de congés : congés scolaires

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et philippe.aldon@diplomatie.gouv.fr

GAB-EEE-0052 : GABON (LIBREVILLE)

Ecole Publique Conventionnée, Professeur des écoles titulaire du CAFIPEMF (Certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur ou professeurs des écoles et maîtres formateurs).

Durée du contrat : 2 ans

Instituteur ou professeur des écoles, l'assistant technique doit assurer un enseignement dans la limite des obligations statutaires des enseignants nationaux, au sein d'une école primaire gabonaise à programme homologué par la France et participer à toute action de diffusion, d'information ou de formation s'inscrivant dans le cadre du programme d'intervention sectorielle de la coopération française au Gabon.

Les obligations de service sont celles définies par le service des Ecoles Publiques Conventionnées.

L'équipe pédagogique à laquelle appartient l'intéressé doit développer des échanges d'information et d'expériences afin de garantir l'actualisation des pratiques pédagogiques et leur conformité aux objectifs, programmes et règles d'organisation applicables en France en matière d'enseignement scolaire.

- logement : situation satisfaisante (mais loyers élevés) ;
- scolarisation : satisfaisante : jardins d'enfants ; écoles primaires franco-gabonaises ; lycée français (Libreville), collège français (Port-Gentil) ;
- environnement sanitaire : satisfaisant : nombreux médecins, pharmacies ; structures hospitalières déficientes (interventions délicates nécessitant une évacuation sanitaire) ;
- loisirs : mer ; brousse ; possibilité de pratiquer toutes activités sportives (clubs...) ; moyen de déplacement privilégié à l'intérieur du pays : avion ;
- régime de congés : congés scolaires

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et philippe.aldon@diplomatie.gouv.fr

GAB-EEE-0066 : GABON (OWENDO)

Ecole Publique Conventionnée, Professeur des écoles titulaire du CAFIPEMF (Certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur ou professeurs des écoles et maîtres formateurs).

Durée du contrat : 2 ans

Instituteur ou professeur des écoles, l'assistant technique doit assurer un enseignement dans la limite des obligations statutaires des enseignants nationaux, au sein d'une école primaire gabonaise à programme homologué par la France et participer à toute action de diffusion, d'information ou de formation s'inscrivant dans le cadre du programme d'intervention sectorielle de la coopération française au Gabon.

Les obligations de service sont celles définies par le service des Ecoles Publiques Conventionnées.

L'équipe pédagogique à laquelle appartient l'intéressé doit développer des échanges d'information et d'expériences afin de garantir l'actualisation des pratiques pédagogiques et leur conformité aux objectifs, programmes et règles d'organisation applicables en France en matière d'enseignement scolaire.

- logement : situation satisfaisante (mais loyers élevés) ;
- scolarisation : satisfaisante : jardins d'enfants ; écoles primaires franco-gabonaises ; lycée français (Libreville), collège français (Port-Gentil) ;
- environnement sanitaire : satisfaisant : nombreux médecins, pharmacies ; structures hospitalières déficientes (interventions délicates nécessitant une évacuation sanitaire) ;
- loisirs : mer ; brousse ; possibilité de pratiquer toutes activités sportives (clubs...) ; moyen de déplacement privilégié à l'intérieur du pays : avion ;
- régime de congés : congés scolaires

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et philippe.aldon@diplomatie.gouv.fr

GAB-EEE-0227 : GABON (LIBREVILLE)

Ecole Publique Conventionnée, Professeur des écoles titulaire du CAFIPEMF (Certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur ou professeurs des écoles et maîtres formateurs).

Durée du contrat : 2 ans

Prise de fonction : septembre 2006

Date limite de candidature : 31/03/2006

Instituteur ou professeur des écoles, l'assistant technique doit assurer un enseignement dans la limite des obligations statutaires des enseignants nationaux, au sein d'une école primaire gabonaise à programme homologué par la France et participer à toute action de diffusion, d'information ou de formation s'inscrivant dans le cadre du programme d'intervention sectorielle de la coopération française au Gabon.

Les obligations de service sont celles définies par le service des Ecoles Publiques Conventionnées.

L'équipe pédagogique à laquelle appartient l'intéressé doit développer des échanges d'information et d'expériences afin de garantir l'actualisation des pratiques pédagogiques et leur conformité aux objectifs, programmes et règles d'organisation applicables en France en matière d'enseignement scolaire.

- logement : situation satisfaisante (mais loyers élevés) ;

- scolarisation : satisfaisante : jardins d'enfants ; écoles primaires franco-gabonaises ; lycée français (Libreville), collège français (Port-Gentil) ;

- environnement sanitaire : satisfaisant : nombreux médecins, pharmacies ; structures hospitalières déficientes (interventions délicates nécessitant une évacuation sanitaire) ;

- loisirs : mer ; brousse ; possibilité de pratiquer toutes activités sportives (clubs...) ; moyen de déplacement privilégié à l'intérieur du pays : avion ;

- régime de congés : congés scolaires

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et philippe.aldon@diplomatie.gouv.fr

GAB-SR-9001 : GABON (FRANCEVILLE)

Ministère de l'Enseignement Supérieur, Université des Sciences et Techniques de Masuku

Conseiller auprès du Recteur de l'Université

Durée du contrat : 2 ans

Prise de fonction : Septembre 2006

Date limite de candidature : 24/03/2006

Dans le cadre de l'appui de la Coopération française à l'enseignement supérieur le conseiller auprès du Recteur de l'Université des sciences et techniques de Masuku (USTM) aura en charge le suivi de la réflexion sur le passage au LMD ; du développement des filières qui actuellement s'arrêtent au DEUG ; de la mise en place des enseignements pratiques correspondants ; de la liaison université/entreprise (formation en alternance / formation continue) ; de la liaison entre les structures de formation d'ingénieurs et techniciens supérieurs (EPM, INSAB) et celles de l'Université ; des accords inter-universitaires .

Il travaillera en liaison avec les assistants techniques placés auprès du ministre de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur à Libreville.

Le profil recherché est celui d'un professeur ou d'un maître de conférences, scientifique ayant l'expérience du système LMD et de la liaison université / entreprises. La connaissance du contexte africain (mission d'expertise, coopération, expérience professionnelle...) serait appréciée.

Le concours de ce conseiller sera sollicité pour la formation initiale et continue des professeurs des disciplines scientifiques et techniques du système éducatif gabonais.

La participation aux échanges inter universitaires et au suivi des jeunes enseignants gabonais (préparant le doctorat ou post-doctorat) implique une connaissance du milieu universitaire français et une familiarité avec les questions de recherche.

Cet assistant technique contribuera à la réforme des programmes et à la définition des « crédits » pour le passage au système LMD.

Il pourra également être sollicité pour des liaisons entre l'enseignement supérieur scientifique et technique et des projets conduits par l'AFD au niveau de l'enseignement technique et professionnel L'assistant technique résidera et exercera ses fonctions à Franceville et sera disponible pour des rencontres avec l'équipe technique placée auprès du ministre de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur à Libreville.

- régime de congés : congés annuels.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr

MLI-FP-9004 : MALI (BAMAKO)**Commission nationale des Cultures africaines et de la Francophonie****Conseiller Technique et Chef de projet FSP « Appui au renforcement du français, langue d'enseignement, de communication et des échanges économiques et culturels »****Durée du contrat : 2 ans**

L'assistant technique aura une double mission :

- En tant qu'expert, il est chargé d'appuyer la réflexion autour de la diffusion de la langue française, et d'accompagner les acteurs – notamment le ministère de l'éducation – dans l'identification et la réalisation d'actions à forte visibilité pour dynamiser l'environnement francophone.

- En tant que chef de projet FSP « Appui au renforcement du français, langue d'enseignement, de communication et des échanges économiques et culturels », il sera chargé de mettre en œuvre et coordonner l'ensemble des activités prévues dans les trois champs d'intervention identifiés pour la diffusion de la langue française (formation d'enseignants, développement du secteur associatif dont Alliances, environnement médiatique) et en assurera la cohérence avec les projets menés par ailleurs dans le champ du renforcement du français et de la Francophonie. Il devra pour cela mobiliser des concours extérieurs et renforcer les partenariats institutionnels, notamment avec les universités, les campus numériques francophones et les associations des professeurs de français afin de développer le projet dans une perspective d'appropriation institutionnelle, technique et financière sur le moyen terme.

Ce poste conviendrait à un agent de catégorie A / diplômé de l'enseignement supérieur (DESS, DEA ou Master 2 dans le domaine du FLE) expert en didactique du FLE ayant une expérience et des compétences avérées dans les domaines de la coopération, du développement et du management de projets de coopération linguistique, universitaire et de formation. Il requiert disponibilité (déplacements réguliers), aptitude au travail en équipe comme en autonomie, des qualités relationnelles et des capacités de gestion et de négociation. La maîtrise des outils de la bureautique est indispensable. Une connaissance des problématiques du développement institutionnel, des mécanismes et outils de la coopération bilatérale et/ou multilatérale dans un pays en voie de développement serait un atout.

La scolarisation d'enfant est possible dans un lycée français de l'école maternelle aux classes terminales.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et philippe.aldon@diplomatie.gouv.fr

MOZ-E-0018 : MOZAMBIQUE (MAPUTO)**Université Pédagogique, Faculté des Langues, Département de Français****Conseiller pédagogique, ingénierie TICE/FAD****Durée du contrat : 2 ans**

Intégré(e) au Projet FSP « Appui à la formation des professeurs de français » dont il (elle) partagera les activités, il (elle) exercera les fonctions d'expert TICE et de conseiller pédagogique pour la composante n°1, relative à la formation initiale des enseignants au moyen de la FAD. Il (elle) assurera le développement de la plate-forme d'auto-formation en usage, en liaison avec les trois centres de formation du pays (Maputo, Beira et Nampula) dont il (elle) assurera l'expertise et le conseil, tant du point de vue pédagogique que technique.

Rattaché au Département de Français de l'Université Pédagogique, il (elle) aura pour rôle la formation des cadres et techniciens mozambicains du dispositif et exercera un rôle de conseil pour le système national de formation à distance géré par l'Université Pédagogique.

Expérimenté(e) dans l'enseignement du FLE et l'apprentissage auto-dirigé, l'intéressé(e) devra posséder une excellente connaissance de l'outil informatique, tant dans le domaine de l'administration et la sécurité des réseaux que dans l'expertise des systèmes d'exploitation (Microsoft, Linux) et des logiciels liés aux multimédias, à la formation à distance (plate-forme Moodle) et à l'économie du savoir.

Une connaissance des procédures de gestion du FSP sera un atout. La maîtrise du portugais est recommandée. De fréquents déplacements sont à prévoir.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et denis.soriot@diplomatie.gouv.fr

SEN-E-1058 : SENEGAL (Dakar)**Ministère de l'Éducation, Assistant Technique pour le Français****Durée du contrat : 2 ans**

Travaillant en équipe sous la responsabilité du chef de projet et sous l'autorité des Directeurs de l'Enseignement Élémentaire et de l'Enseignement Moyen Secondaire Général, cet expert sectoriel sera chargé de mettre en œuvre des actions de soutien à l'enseignement du Français (formation de formateurs, apport et production de documents et de supports pédagogiques) et d'appuyer les initiatives de promotion d'un environnement culturel francophone : théâtre, ateliers d'écriture, radio, presse ... En outre, le candidat pourra apporter sa contribution dans d'autres domaines d'intervention du projet dans le cadre du travail en équipe.

Il interviendra en priorité dans le cadre des composantes 1 (Améliorer la qualité des enseignements en français) et 3 (Soutenir l'action pédagogique sur le terrain) du projet Qualité mais sera également amené à suivre des actions de la composante 2 (Améliorer le pilotage de l'action pédagogique et la concertation).

L'expert sectoriel pourra également être sollicité pour participer à des jurys ou commissions ainsi qu'à la surveillance et à la correction d'épreuves d'examens et de concours français.

Le candidat doit disposer de compétences avérées en pédagogie et en didactique du Français et posséder à la fois l'expérience de l'enseignement direct et de la formation de formateurs.

A cet égard, la connaissance du fonctionnement des IUFM constituerait une ressource intéressante.

Maîtrisant l'utilisation du Français en tant que langue d'enseignement (Français Langue Seconde), il impulsera la réflexion et la formation sur ce thème dans les différentes disciplines enseignées en Français, plus particulièrement dans le cycle secondaire (lycées et collèges).

La connaissance des politiques éducatives en Afrique et des différentes instances de la Francophonie constituerait un atout important.

Des connaissances en bureautique sont souhaitées.

Enfin, le candidat devra faire preuve de réelles capacités à travailler dans une équipe pluridisciplinaire.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et philippe.aldon@diplomatie.gouv.fr

TUR-SR-0033 : TURQUIE (ISTANBUL)

Université Galatasaray , Enseignant-Chercheur

Durée du contrat : 2 ans

Professeur des universités ou Maître de conférences en informatique (ou génie informatique et automatique), l'enseignant-chercheur aura une charge d'enseignement qui s'élèvera à une moyenne de 10 heures par semaine, à effectuer au sein de la Faculté d'Ingénierie et de Technologie et dans le cadre de l'Institut des Sciences de l'Université Galatasaray.

Les cours qui lui seront attribués porteront essentiellement sur « les systèmes et applications répartis », « la méthodologie / orientée Objet », « la programmation / orientée Objet », « l'interaction homme/machine », et « le Génie logiciel ».

Sous l'autorité du Recteur-adjoint, coordonnateur français du projet « Université Galatasaray », il encadrera et coordonnera l'équipe de huit enseignants français qui interviennent à titre permanent dans la Faculté, et assurera le suivi des contacts avec les autorités de la Faculté et de l'Institut des Sciences (Doyen et Directeurs de Départements).

L'enseignant chercheur, devra détenir une solide expérience dans les domaines de l'enseignement et de la recherche, faire preuve d'ouverture d'esprit et d'aptitude au dialogue en coopération, disposer de bonnes qualités de synthèse et un sens affirmé des responsabilités lui permettant de conduire ou d'animer des projets de recherches.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV et lettre de motivation par courriel à chantal.jaouen@diplomatie.gouv.fr et agnes.brault@diplomatie.gouv.fr

5) POSTES D'EXPERTS TECHNIQUES INTERNATIONAUX (ETI)

Ces postes d'Experts Techniques Internationaux (ETI) sont gérés par le GIP France coopération internationale (FCI) sur délégation de crédits du ministère des affaires étrangères à l'Agence française de développement (AFD).

Le profil détaillé de chaque poste sera publié ultérieurement. Cependant, pour toute information concernant les conditions et procédures, les candidats peuvent déjà consulter le site de FCI : www.fci.gouv.fr.

PAYS	DATE PRISE DE FONCTION DUREE PRESTATION	N°DE POSTE	AFFECTATION/ FONCTION	QUALIFICATION/ GRADE SOUHAITES
BENIN	septembre 2006 3ans	FCI-BEN-E-0124	Auprès du cabinet du ministre des Enseignements Primaire et Secondaire	Cadre de haut niveau (CASU, SG de rectorat, d'administration centrale)
	septembre 2006, 3 ans	FCI-BEN-E-0127	Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire (MEPS) – Porto Novo Conseiller du Directeur de la Programmation et de la Prospective	Statisticien ou Economiste de l'éducation
BURKINA	septembre 2006, 1 an	FCI-VOL-E-0014	Auprès des directions pédagogiques de l'éducation de base formelle du Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation Appui à la mise en œuvre des activités du Plan Décennal de Développement de l'Education de Base (PDDEB) relatives à l'amélioration de la qualité de l'enseignement de base formelle.	Inspecteur d'académie ou candidat ayant une expérience avérée dans la conduite d'une réforme pédagogique de l'enseignement primaire.
	septembre 2006, 1an	FCI-VOL-E-0406	Auprès des directions centrales en charge de l'alphabétisation et de l'éducation de base non formelle du Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation Appui à la mise en œuvre des activités du Plan Décennal de Développement de l'Education de Base relatives à l'amélioration de la qualité de l'enseignement de base non formelle.	Professeur d'école spécialisé ou candidat ayant une expérience avérée dans la conduite d'une réforme pédagogique de l'enseignement primaire et des dispositifs d'enseignement non formel.
CAMEROU N	septembre 2006, 1 an	FCI-CAE-E-0271	Auprès du Directeur de la Planification et de l'Organisation Scolaire (DPOS) du Ministère de l'éducation de base Appui au processus de refonte, de mise en œuvre et de suivi de la stratégie sectorielle de l'éducation dans le cadre du Projet d'Appui à la Réforme de l'Education	Expert senior, statisticien ou économiste de l'éducation
CAMEROU N	septembre 2006, 1 an	FCI-CAE-E-0042	Auprès du Secrétaire général du Ministère de l'éducation de base Appui-conseil de la mise en œuvre des activités relatives à la déconcentration et la décentralisation du Département (appui aux activités des trois composante du Projet d'Appui à la Réforme de l'Education.	Expert senior, Inspecteur d'académie, CASU SG de Rectorat, d'administration centrale ou candidat ayant une expérience avérée en matière de mise en œuvre des processus de déconcentration et de décentralisation de l'organisation scolaire

DJIBOUTI	septembre 2006, 2ans	FCI-DJI-E-0560	Conseiller pédagogique auprès du Collège des inspecteurs de l'enseignement moyen et secondaire (CIEMS). Activité : renforcement de capacité de l'inspection de l'enseignement moyen en matière d'encadrement administratif et pédagogique des établissements, suivi et évaluation de la performance des établissements et des enseignants.	Profil : professeur de lettres certifié ou agrégé avec expérience de l'encadrement pédagogique et du renforcement de capacités
	septembre 2006, 2ans	FCI-DJI-E-0650	Conseiller technique auprès du service de l'enseignement moyen (SEM). Principales activités : renforcement de capacité du service en matière d'encadrement administratif et pédagogique des établissements, aide à l'encadrement de la gestion des établissements, suivi et évaluation de la performance des établissements et promotion de bonnes pratiques de vie scolaire dans les établissements.	Profil : inspecteur d'académie des collèges avec expérience de l'encadrement, de l'évaluation et du renforcement de capacités
	septembre 2006, 2ans	FCI-DJI-E-0651	Conseiller technique auprès du service de l'enseignement de base (SEB) Principales activités : renforcement de capacité du service en matière d'encadrement administratif et pédagogique des établissements, promotion de pratiques et d'outils de suivi de la performance des établissements et des enseignants.	Profil : inspecteur d'académie de l'enseignement primaire avec expérience de l'encadrement, de l'évaluation et du renforcement de capacités ou de la formation.
	septembre 2006, 2ans	FCI-DJI-E-0046	Conseiller technique auprès de la direction générale de l'administration centrale du MENESUP (DGAC) Activité : améliorer l'efficacité de la gestion administrative, financière et des ressources humaines ; renforcement de capacité des services des ressources humaines, des affaires financières et de la planification de la DGAC.	Profil : Inspecteur ou équivalent des affaires administratives et financières et de ressources humaines (niveau rectorat).
GUINEE	septembre 2006, 2 ans	FCI-GUI-E-028	Auprès du coordonnateur du programme sectoriel de l'éducation au Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Education Civique Assistance à l'instruction et au démarrage de la seconde phase du PEPT et notamment concernant la mise au point et le suivi du processus d'harmonisation des aides extérieures au secteur	Expert senior, Inspecteur d'académie, CASU SG de Rectorat, d'administration centrale
	septembre 2006, 2 ans	FCI-GUI-E-0001-LABE	conseiller technique auprès de l'Inspection Régionale de l'Education de LABE Assistance à la maîtrise d'ouvrage du MEPU-EC pour l'instruction et le démarrage de la seconde phase du PEPT, ceci concernant les questions relatives aux niveaux déconcentrés, et dans le cadre de son appui à l'Inspection Régionale de l'Education de Labé	Inspecteur d'académie de l'enseignement primaire avec expérience de l'encadrement, de l'évaluation et du renforcement de capacités ou de la formation.

MAURITANIE	septembre 2006, 3 ans	FCI-MAU-E-0032	Auprès de la Direction des Ressources Humaines du Ministère des Enseignements Fondamental et Secondaire Appui à la mise en œuvre des activités du Programme National de Développement du Secteur Educatif relative à l'amélioration des ressources humaines	CASU ou candidat ayant une expérience avérée dans le domaine de la gestion des Ressources Humaines
	septembre 2006, 3 ans	FCI-MAU-E-0003	Auprès de l'Institut National d'Appui et de Promotion (INAP) de la formation Technique et Professionnelle (FTP) Appui à la mise en œuvre des activités du Programme National de Développement du Secteur Educatif relatives aux activités de soutien au Fonds d'Appui en matière d'analyse des besoins en formation des entreprises.	Conseiller en formation continue au sein d'un GRETA ou candidat ayant une expérience avérée dans l'analyse des besoins de formation des entreprises et l'élaboration de plan de formation continue.
	septembre 2006, 3 ans	FCI-MAU-E-0004	Auprès de l'Institut National d'Appui et de Promotion (INAP) de la formation Technique et Professionnelle (FTP) Appui à la mise en œuvre des activités du Programme National de Développement du Secteur Educatif relatives au renforcement du cadre institutionnel de la formation Technique et Professionnelle.	Inspecteur de l'Enseignement Technique (IET) ou candidat ayant une expérience avérée dans le domaine de la formation professionnelle et des réformes administrative et institutionnelle.
	septembre 2006, 3 ans	FCI-MAU-E-0012	Auprès de l'Institut National d'Appui et de Promotion (INAP) de la formation Technique et Professionnelle (FTP) Appui à la mise en œuvre des activités du Programme National de Développement du Secteur Educatif relatives au développement des capacités des établissements d'enseignement technique et professionnel.	Inspecteur de l'Enseignement Technique (IET) ou candidat ayant une expérience avérée dans le développement d'outils pédagogique et la mise en place de système de suivi et d'évaluation.
NIGER	septembre 2006, 2ans	FCI-NGR-E-0021	Auprès direction générale de l'éducation de base et plus particulièrement a la direction des curricula et de l'innovation pédagogique Appui-conseil au processus en cours de réforme du système éducatif, appui à la direction des curricula et de l'innovation pédagogique pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des écoles rurales alternatives et capitaliser les expériences acquises (enseignement bilingue, projets d'école, etc.) et à les intégrer dans la refondation des curricula.	Professeur des écoles, titulaire du certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur, professeur des écoles maître formateur (cafipemf), le candidat aura éventuellement exerce les fonctions de directeur d'école annexe et/ou de conseiller pédagogique auprès d'un inspecteur de l'éducation nationale
TOGO	mars 2006, 33 mois	FCI-TOG-E-0011	Auprès du Doyen de l'inspection générale et de la Direction de la Formation Permanente du Ministère des enseignements primaire et secondaire: Activités : formation initiale du corps d'inspecteurs généraux ; adaptation à l'emploi du corps des inspecteurs pré-primaire et primaire et du corps des inspecteurs du secondaire	Profil : Inspecteur de l'éducation nationale avec une expérience confirmée de formation et d'encadrement

	<p>mars 2006, 33 mois</p>	<p>FCI-TOG-E-0015</p>	<p>Auprès du Secrétaire Général du Ministère des enseignements primaire et secondaire Activité : appui-conseil pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'amélioration du pilotage par les services déconcentrés (directions régionales de l'éducation et inspections).</p>	<p>Profil : gestionnaire de système éducatif, expertise en planification organisation, suivi évaluation, renforcement de capacité.</p>
--	-----------------------------------	------------------------------	---	--